



Numéro PPQ/6883

mardi 15 juillet 2014

## **Les grands titres:**

- Afghanistan : Ban condamne les attaques contre des civils à Paktika et dans la capitale Kaboul
- Haïti : Ban appelle à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour éradiquer le choléra
- Le développement et des cultures alternatives peuvent aider à lutter contre les stupéfiants - ONU
- L'ONU estime qu'il faut renforcer les mesures de consolidation de la paix pour empêcher les reprises des conflits
- Yémen : l'UNICEF et le PAM préoccupés par la forte prévalence de l'insécurité alimentaire
- RDC : l'ONU salue la nomination d'un Conseiller Spécial en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants

## **Afghanistan : Ban condamne les attaques contre des civils à Paktika et dans la capitale Kaboul**



**15 juillet** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a condamné mardi les attaques perpétrées aujourd'hui à Paktika, dans le sud-est de l'Afghanistan et dans la capitale Kaboul. Les attaques auraient fait de nombreux morts et blessés.

« L'attaque contre des civils à Paktika pendant le mois sacré du Ramadan est un acte criminel méprisable qui a tué et blessé beaucoup d'innocents dont des enfants », a déclaré le porte-parole de M. Ban dans un communiqué de presse.

« Le Secrétaire général condamne en outre l'attaque qui a ciblé des fonctionnaires civils à Kaboul aujourd'hui et qui a tué deux employés du Gouvernement. De telles attaques, dirigées contre des civils, sont une grave violation du droit international humanitaire », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a présenté ses condoléances aux familles des victimes et souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Le chef de l'ONU a indiqué que ces actes viennent quelques jours à peine après la publication d'un rapport des Nations Unies sur la protection des civils dans les conflits armés et souligne les graves défis auxquels est toujours confronté l'Afghanistan.

« Il salue, une nouvelle fois, le courage et la résilience du peuple afghan qui a participé aux deux tours des élections dans un rejet clair de la violence et qui continue à travailler à un avenir plus prospère et plus pacifique », a affirmé le porte-parole.



## Haïti : Ban appelle à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour éradiquer le choléra



**15 juillet** - Lors d'une réunion lundi soir avec le Président d'Haïti, Michel Martelly, dans la capitale Port-au-Prince, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, a salué les progrès considérables réalisés dans la reconstruction suite au séisme dévastateur de 2010 et la lutte contre le choléra.

« Les systèmes de santé sont en train d'être renforcés. Davantage d'enfants sont scolarisés. L'accès à l'eau s'est amélioré pour de nombreuses familles et la plus grande partie des déplacés ont quitté les camps. L'activité économique a repris », a affirmé M. Ban lors d'une

conférence de presse.

Plus tôt dans la journée, le chef de l'ONU et le Premier ministre haïtien, Laurent Lamothe, avaient lancé une campagne d'assainissement totale dans la ville de Los Palmas pour assurer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et renforcer la lutte contre le choléra. M. Ban a également rencontré plusieurs familles affectées par cette maladie.

« Je tiens à vous assurer que l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires sont fermement attachés à mettre un terme à l'épidémie dans les meilleurs délais. Nous faisons des progrès et nous allons continuer de mobiliser toute notre énergie pour libérer Haïti de la maladie », a déclaré M. Ban dans l'église de la ville de Los Palmas. « Votre détermination face à l'adversité continue d'être une source d'inspiration pour les peuples du monde entier. Sachez que l'Organisation des Nations Unies restera à vos côtés et continuera de vous aider à bâtir un avenir meilleur pour vous et vos enfants ».

« Je sais que l'épidémie a suscité de la crainte et aussi beaucoup de colère. Je sais qu'un nombre inacceptable de personnes continuent d'être touchées par l'épidémie », a affirmé M. Ban. « Rien de ce que je dirai aujourd'hui ne pourra apaiser le désespoir qui accompagne la perte d'êtres chers ».

Il y a eu près de 703.000 cas suspects de choléra et environ 8500 décès signalés depuis le début de l'épidémie en Octobre 2010. L'ONU a apporté un soutien au gouvernement haïtien à lutter contre la maladie. En Décembre 2012, M. Ban a lancé une initiative pour l'élimination du choléra en Haïti et la République dominicaine qui met l'accent sur la prévention, le traitement et la sensibilisation, ainsi que la mise en place d'infrastructures sanitaires.

Des efforts concertés haïtiens et internationaux ont réussi à réduire de façon significative le nombre de victimes de la maladie. Le nombre de nouveau cas a été réduit de 74% au cours des cinq premiers mois de 2014 par rapport à la même période l'année dernière.

Cependant, malgré les progrès accomplis, les problèmes structurels, dont les systèmes d'approvisionnement en eau, l'assainissement et les structures de santé fragiles, permettent à la maladie de persister.

« Le nombre d'infections du choléra est en baisse et la bataille peut être gagnée. Nous devons, cependant, d'intensifier nos efforts. Et nous devons nous concentrer sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement », a expliqué le Secrétaire général. « J'appelle tous les partenaires internationaux d'Haïti à soutenir cette initiative et à nous aider à l'étendre à toutes les communautés en Haïti ».

## Le développement et des cultures alternatives peuvent aider à lutter contre les stupéfiants - ONU



Un champ de pavot en Afghanistan.

**15 juillet** - À l'occasion d'une réunion de haut niveau mardi au Conseil économique et social (ECOSOC) à New York sur le développement durable et le problème mondial de la drogue, le Secrétaire général des Nations Unies a appelé à accorder une plus grande attention sur des moyens de subsistance alternatives aux cultivateurs dans les pays où la production de stupéfiants constitue une menace à la paix, la sécurité et au développement tel que l'Afghanistan ou le Myanmar.

« Le trafic de la drogue détruit les communautés et les activités de développement. Il est donc important d'aider les agriculteurs à opter pour des cultures alternatives et les individus à trouver d'autres emplois », a affirmé M. Ban dans un message vidéo projeté lors de la réunion.

Le chef de l'ONU a indiqué qu'il espère que la session extraordinaire de l'Assemblée générale de 2016 sur le problème mondial de la drogue en 2016 offrira une occasion pour les États membres d'échanger leurs expériences et expertise sur ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas en matière de lutte contre la drogue.

Le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Yury Fedotov a prévenu que le trafic des stupéfiants risquait de saper les efforts de paix et développement partout dans le monde. Il fait obstacle à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et remettent en question le programme de développement pour l'après 2015.

« La drogue génère corruption et blanchiment d'argent et sape les activités légitimes. Pour faire face à ces défis, il faudrait établir des programmes bien ciblés. L'importance de cultures alternatives avait été soulignée dans la déclaration ministérielle conjointe de Vienne de mars 2014 », a déclaré M. Fedotov en indiquant que la Colombie était un excellent exemple de ce qui peut être fait en ce sens pour lutter efficacement contre les activités illicites liées à la drogue.

M. Fedotov indiqué que l'ONUDC a aidé 146000 familles et plusieurs communautés rurales en Colombie, et renforcé 614 organisations par le biais de formations et activités d'autonomisation des femmes. Il a aussi mis l'accent sur la question de la propriété des terres par les agriculteurs pour favoriser des environnements stables.

« Il faudrait offrir aux agriculteurs d'autres options pour qu'ils puissent vivre de manière juste et prospère en abandonnant la culture de drogues », a insisté le Chef de l'ONUDC.

De son côté, le Président de l'ECOSOC, Martin Sajdik, a rappelé que la Commission des stupéfiants, commission technique de l'ECOSOC siégeant à Vienne, est la seule instance de l'ONU qui examine la question des drogues de manière holistique. En 2009, la Commission avait adopté une Déclaration politique et un Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'élaborer une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue.

« Cette Déclaration politique souligne l'importance des questions de développement dans la lutte contre la drogue », a affirmé M. Sajdik en soulignant que l'addiction à la drogue est d'abord un problème de santé. « C'est pourquoi, il est important d'en assurer la prévention, notamment par un traitement et un suivi et la réintégration sociale des personnes concernées ».

## L'ONU estime qu'il faut renforcer les mesures de consolidation de la paix pour empêcher les reprises des conflits



**15 juillet** - Lors d'une réunion mardi au Conseil de sécurité, le Président de la Commission de consolidation de la paix, Antonio de Aguiar Patriota, a estimé que les dernières crises en République centrafricaine et au Soudan du Sud montrent, de manière douloureuse, que les efforts pour empêcher un pays de replonger dans le conflit dont il sort demeurent insuffisants et que les outils à ce jour employés ne sont pas complètement adaptés.

M. Patriota a déclaré que les engagements de la Commission de consolidation de la paix ont mis en lumière les domaines où une politique de développement plus large est nécessaire.

« Il faut examiner les cadres internationaux de développement qui pourraient aider les pays à mobiliser des ressources domestiques pour financer leur développement et créer les institutions clefs dont ils ont besoin », a indiqué M. Patriota.

« Or, l'appui politique, technique et financier nécessaires aux institutions critiques tarde souvent à arriver. La Commission peut aujourd'hui mettre en lumière trois éléments qui doivent sous-tendre une nouvelle génération de stratégie politique pour renforcer les efforts collectifs visant à prévenir la réémergence d'un conflit », a-t-il ajouté.

Selon M. Patriota, le leadership national, l'engagement politique national et le renforcement des capacités nationales, sont les ingrédients indispensables à une paix durable. En ce qui concerne l'engagement régional, le Président de la Commission a souligné la dynamique positive que l'on voit aujourd'hui entre et parmi les pays d'Afrique de l'Ouest inscrits à l'agenda de la Commission, à savoir la Guinée, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et le Libéria. Il a aussi souligné la dynamique existant entre la CEDEAO et l'Union du Fleuve Mano, auxquels ces pays appartiennent.

« Une stratégie politique doit renforcer les interventions programmatiques menées en faveur de la consolidation de la paix en mettant l'accent sur l'appui à la création des institutions, sur les partenariats bilatéraux, et sur le rôle des banques régionales de développement et celui des institutions financières internationales », a expliqué le Président de la Commission de consolidation de la paix.

« Il faut hiérarchiser l'appui à ces institutions et aux mécanismes qui renforcent la capacité des sociétés de gérer les tensions et celle des gouvernements à fournir les services sociaux de base aux populations, à protéger les droits de l'homme, et à faciliter l'accès à la justice », a-t-il ajouté.

Le Président de la Commission a souligné la nécessité d'une meilleure interaction entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité et a exprimé la disposition de la Commission à échanger davantage avec les membres du Conseil.

## Yémen : l'UNICEF et le PAM préoccupés par la forte prévalence de l'insécurité alimentaire



**15 juillet** - Selon une enquête publiée mardi par le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), plus de 10 millions de Yéménites, soit plus de 40% de la population sont en situation d'insécurité alimentaire.

Parmi eux, la moitié, soit cinq millions de personnes, sont en insécurité alimentaire grave, et ont besoin d'une assistance alimentaire urgente avec un fort taux prévalence de malnutrition chronique chez les enfants âgés de moins de cinq ans.

Les niveaux de l'insécurité alimentaire ont légèrement baissés de 45% à 41%, depuis la dernière enquête similaire de 2011, mais des différences considérables persistent entre les différents gouvernorats.

Dans le gouvernorat septentrional de Saada, près de 70% des habitants sont en situation d'insécurité alimentaire, comparé à

moins de 10% à Al Mahra dans l'est du pays. Les zones rurales sont les plus touchées.

« Je suis triste que l'insécurité alimentaire demeure si répandue. La nouvelle opération du PAM, qui doit nourrir six millions de personnes, cherche à résoudre le problème », a déclaré le Représentant du PAM au Yémen, Bishow Parajuli. « Nous concentrons plus sur les moyens de subsistance durables et sur la résilience, afin de permettre aux gens de s'aider eux-mêmes ».

M. Parajuli ajouté que l'insécurité alimentaire a un impact sur la stabilité du pays, qui a récemment traversé une transition démocratique. « Pour que le processus politique réussisse, les gens doivent être en mesure de vivre une vie normale et ne pas avoir à s'inquiéter de savoir d'où viendra leur prochain repas ».

Dans douze gouvernorats, les retards de croissance chez les enfants atteignent des niveaux alarmants. Les enfants ne parviennent pas à se développer correctement et n'atteignent jamais leur potentiel physique et mental.

« Les enfants restent les plus vulnérables en termes d'insécurité alimentaire et de malnutrition au Yémen », a déclaré le Représentant par intérim de l'UNICEF au Yémen, Jeremy Hopkins. « Sur les près de 4,5 millions d'enfants de moins de cinq ans, plus de 2 sur 5 souffrent de retards de croissance, tandis que près de 13% souffrent de malnutrition aiguë ».

M. Hopkins a affirmé que l'UNICEF continuera de travailler en partenariat avec le PAM pour lutter de façon coordonnée contre la malnutrition, en particulier dans les zones les plus pauvres.

## **RDC : l'ONU salue la nomination d'un Conseiller Spécial en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants**



La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui. Photo: ONU/Paulo Filgueiras

**15 juillet** - La Représentante spéciale du Secrétaire général sur les violences sexuelles en conflit, Zainab Hawa Bangura, et la Représentante spéciale pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui ont salué mardi la nomination en République démocratique du Congo (RDC) d'un Conseiller Spécial du Chef de l'Etat en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants.

Selon les Représentantes spéciales, cette nomination par le Président Joseph Kabila de Jeannine Mabunda Lioko Mudiayi comme Conseiller Spécial du Chef de l'Etat en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants, marque une nouvelle ère dans la lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits et le recrutement et l'utilisation d'enfants en RDC.

« Cette nomination démontre l'engagement personnel du Président Kabila à lutter contre la violence sexuelle liée aux conflits et le recrutement et l'utilisation d'enfants en RDC », ont déclaré Mme Bangura et Zerrougui.

« Elle intervient à un moment crucial, alors que le gouvernement de la RDC fait des progrès et affirme une plus grande prise en charge de la lutte pour mettre fin à la violence sexuelle liée aux conflits et au recrutement et à l'utilisation des enfants dans ses forces armées », ont-elles ajouté.

Les Représentantes spéciales Bangura et Zerrougui offrent leur plein soutien et collaboration à la conseillère présidentielle et appellent la société civile, les fournisseurs de services, les ONG et les partenaires des Nations Unies à se rallier derrière elle pour faire en sorte que son travail soit fructueux.